VILLE DE RODEZ CONSEIL MUNICIPAL DU 25 SEPTEMBRE 2025 Délibération N°2025-107



Commune de Rodez

Hôtel de Ville

Place Eugène Raynaldy BP 3119 12031 RODEZ Cedex 9

Tél: 05 65 77 88 00

L'an 2025, le jeudi 25 septembre, à 17h00, le Conseil municipal de la Ville de Rodez, dûment convoqué le vendredi 19 septembre 2025, s'est réuni, en séance publique à l'Hôtel de Ville, sous la Présidence de M. TEYSSEDRE Christian, Maire de Rodez.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Conseillers excusés et représentés: 5

Conseillers excusés et non représentés : 3

En exercice: 35

Présents: 27

Membres du Conseil municipal

Conseillers présents (27)

Mesdames ABBOU Nadia, ALAUZET Céline, BERARDI Marion, BERTAU Iléana, BULTEL-HERMENT Monique, CASTAGNOS Fabienne, COLIN Laure, CROUZET Maryline, ECHENE Eléonore, HER Anne-Christine, MONESTIER-CHARRIE Anne-Sophie, SOUNILLAC Marie-France, TAUSSAT Régine, VARSI Florence.

Messieurs BOUGES Jean-François, CESAR Alexis, FERRAND Bernard, FOURNIE Francis, GOMBERT Benjamin, JULIEN Serge, LAURAS Christophe, LIEGEOIS Patrick, RAUNA Alain, RUBIO Frédéric, TEYSSEDRE Christian, TIXIER Alain, VIDAMANT François.

Conseillers excusés et représentés (5):

BEZOMBES Martine a donné pouvoir à BULTEL-HERMENT Monique

CLOT Marie-Noëlle a donné pouvoir à LAURAS Christophe COMBET Arnaud a donné pouvoir à ALAUZET Céline DONORE Joseph a donné pouvoir à JULIEN Serge

CORTESE Franck a donné pouvoir à MONESTIER-CHARRIE Anne-Sophie

Conseillers absents non représentés (3):

FAUX Mathilde COSSON Jean-Michel VIDAL Sarah

Secrétaire de séance : COLIN Laure

DELIBERATION N°2025-107 – GESTION DU PERSONNEL - Service Communication : accueil d'apprentis

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique, notamment l'article L.424-1;

Vu le Code du travail, notamment les articles L.6222-1 et suivants, D.6222-1 et suivants et L.6227-1 à L.6227-12 et D.6271-1 à D.6275-5; Vu le décret n° 2022-280 du 28 février 2022 déterminant les conditions de mise en œuvre de la contribution du Centre National de la Fonction Publique Territoriale au financement des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant;

Vu la circulaire ministérielle Nor RDFF1507087C du 8 avril 2025 relative à la mise en œuvre de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial;

Vu l'information communiquée au comité social territorial en date du 04 juillet 2025 ;

Considérant ce qui suit :

Considérant qu'au sein du secteur public non industriel et commercial, le contrat d'apprentissage est un contrat de travail à durée déterminée conclu entre un apprenti ou son représentant légal et un employeur. L'employeur s'engage, outre le versement d'un salaire, à assurer à l'apprenti une formation professionnelle complète, dispensée pour partie dans la collectivité territoriale ou dans l'établissement public et pour partie en centre de formation d'apprentis ou section d'apprentissage. L'apprenti s'oblige, en retour, en vue de sa formation, à travailler pour cet employeur, pendant la durée du contrat, et à suivre cette formation.

Considérant que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans révolus d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration;

Considérant que ce dispositif peut être ouvert, sous condition et par exception, à des mineurs de 15 ans ou à des majeurs de 30 ans et plus (personne dont la qualité de travailleur handicapé est reconnue ; personne qui envisage de créer ou reprendre une entreprise supposant l'obtention d'un diplôme notamment) ;

Accusé de réception en préfecture 012-211202023-20251002-DEL2025107-DE Reçu le 02/10/2025

VILLE DE RODEZ CONSEIL MUNICIPAL DU 25 SEPTEMBRE 2025 Délibération N°2025-107

Considérant que cette formation en alternance, sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre, présente un intérêt tant pour les personnes accueillies que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises:

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante d'autoriser le recours au contrat d'apprentissage dont les modalités d'accueil et de formation sont fixées par les dispositions légales et règlementaires, et en particulier par le code du travail ;

Etat des lieux actuels des autorisations de recours aux apprentis par service :

Autorisations par service	Diplômes concernés	Comité Technique Paritaire / Comité Social Territorial	Délibération
Espaces Verts	Niveau 3	24 juin 1994	26 septembre 1994 2 mars 2012
	Niveau 4	23 juin 2000	5 juin 2000
Cuisine	Niveau 3	24 juin 1994	26 septembre 1994
	Niveau 4	24 octobre 2012	9 novembre 2012
Mécanique Auto	Niveau 3	24 juin 1994	26 septembre 1994
Peinture	Niveau 3	23 juin 2000	5 juin 2000
Informatique	Niveau 6	22 octobre 2015	20 novembre 2015
Sports	Niveau 3	14 mai 2019	28 juin 2019
Patrimoine Bâti	Niveau 3	14 mai 2019	28 juin 2019
	Niveau 4	14 mai 2019	28 juin 2019
Petite Enfance	Niveau 3	1 octobre 2019	6 novembre 2019
	Niveau 4	1 octobre 2019	6 novembre 2019
Vie des Quartiers / Animation / Education	Niveau 3	27 juin 2023	16 novembre 2023
	Niveau 4	27 juin 2023	16 novembre 2023
	Niveau 5	27 juin 2023	16 novembre 2023

Afin de permettre aux étudiants de pouvoir pleinement mettre en application leurs connaissances théoriques, la Ville de Rodez souhaite étendre les secteurs accessibles aux contrats d'apprentissages. Aussi il est proposé de compléter le recours aux contras d'apprentissages pour le service suivant :

Service d'accueil	Fonctions de l'apprenti	Diplôme préparé	Durée de la formation
Communication	Apprenti Communication	BUT Information – Communication (Niveau 6)	12 mois

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget concerné au compte par nature dédié.

La commission Ville Responsable et Solidaire a émis un avis favorable à l'unanimité sur ce dossier.

Le Conseil municipal à l'unanimité, par 32 voix pour :

- approuve le recours au contrat d'apprentissage et conclure, dès la rentrée scolaire 2025, un contrat d'apprentissage tel que mentionné ci-dessus ;
- autorise Monsieur le Maire à signer tout document à intervenir pour l'exécution de la présente délibération.

Secrétaire de séance Signé : Laure COLIN Acte dématérialisé Le Maire Signé : Christian TEYSSEDRE Acte dématérialisé

Le Maire certifie exécutoire la présente délibération Publiée le 2 octobre 2025 Transmise en Préfecture le 2 octobre 2025

Délais et voies de recours

Conformément aux articles R421-1 et R421-5 du Code de Justice Administrative, la présente décision est susceptible de recours administratif auprès de Monsieur le Maire ou de recours contentieux devant le Tribunal administratif de Toulouse, directement par courrier ou par l'application informatique « Télérecours Citoyens » via le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication et transmission en Préfecture.